



Palais de justice de Roanne

5 place Georges Clémenceau
42300 ROANNE



C.C.T.P.

Lot n°0

Prescriptions générales

N° Dossier	5901
Date	13/03/2024
Phase	DCE
Indice	A

MAITRE D'OUVRAGE

Ministère de la Justice, DIR SG Centre-Es
20 Boulevard Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03

ARCHITECTE :

eutopia
ARCHITECTURE

EUTOPIA Architectes
10 Rue Marius Patinaud
42000 ST ETIENNE

BE FLUIDES :



BDIBAT
12 rue Jules Simon
42100 ST ETIENNE

BE STRUCTURE :



BOST INGENIERIE
1997 rue Jeab Rostand
42350 LA TALAUDIERE

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :



GBA & CO
7 rue Pablo Picasso
42000 SAINT-ETIENNE

Table des matières

1 Définition de l'opération..... 3
 1.1 Objet du document..... 3

2 Définition du présent Document..... 5

3 Caractéristiques du site..... 6

4 Qualité des matériaux et fournitures..... 7

5 Installation et Organisation du Chantier..... 9

6 Attestations d'essais de fonctionnement AQC..... 11

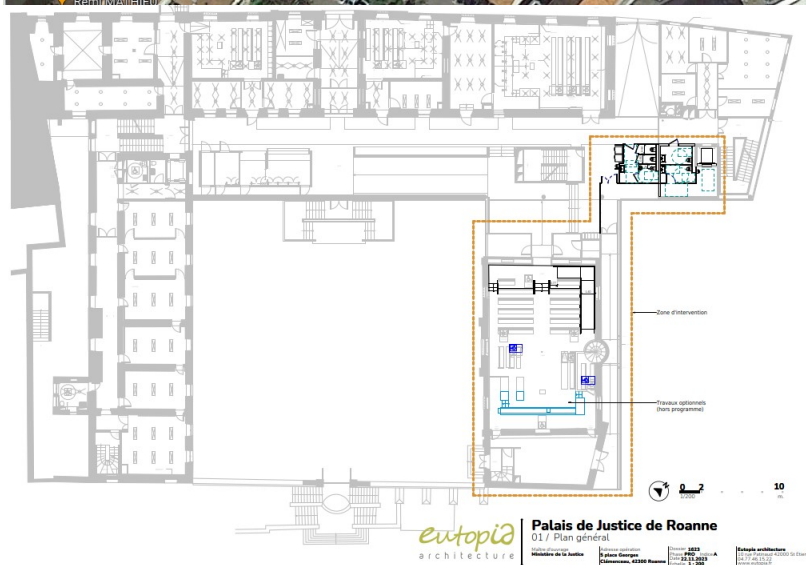
7 Échantillons - Prototypes..... 11

8 Nettoyage de chantier 12

1.1 Objet du document

Les termes "Entrepreneur" ou "Entreprise" repris dans le présent document désignent le titulaire du marché relatif au lot concerné.

- Le réaménagement de la salle d'Urfé
- La création d'un accès indépendant pour les magistrats depuis l'ascenseur



1.4 **Liste des Corps d'État**

Les corps d'état concernés sont définis ci-après :

Lot n°0 Prescriptions générales
Lot n°1 Démolition / Maçonnerie
Lot n°2 Menuiserie Intérieure - Mobilier
Lot n°3 Plâtrerie - Peinture
Lot n°4 Sols Résines
Lot n°5 Carrelage / Faïence
Lot n°6 Ascenseur
Lot n°8 Electricité CFo / CFa
Lot n°9 CVC PLSA
Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté

1.5 **Maître d'Ouvrage**

Ministère de la Justice, DIR SG Centre-Est
20 Boulevard Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03

1.6 **Maîtrise d'Oeuvre**

ARCHITECTE

EUTOPIA Architectes
10 Rue Marius Patinaud
42000 ST ETIENNE

ECONOMISTE

GBA & co
7 rue Pablo Picasso
42041 SAINT ETIENNE Cedex 01
Tél. : 04 77 93 08 90
mail : gba@gba-eco.com

BET FLUIDES

BDIBAT
12 rue Jules Simon
42100 SAINT ETIENNE

BET STRUCTURE

BOST INGENIERIE
1997 rue Jean Rostand
42350 LA TALAUDIERE

1.7 **Contrôle Technique**

Les ouvrages à réaliser sont soumis au contrôle technique.

Cette mission est assurée par :

Les entreprises sont tenues dans le cadre de leur offre d'apporter toute aide de quelque nature qu'elle soit, au bureau de contrôle, pour qu'il puisse assurer sa mission.
Les entreprises devront prendre en compte toutes les observations que le bureau de contrôle fournira sur leurs ouvrages.

1.8 **Sécurité Prévention Santé**

Les travaux seront soumis aux dispositions relatives à l'Hygiène et la Sécurité de chantier, conformément aux textes législatifs relatifs à l'intégration de la Sécurité et à l'Organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
Cette mission est assurée par :

2 Définition du présent Document

2.1 Cahier des Clauses Techniques Particulières

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir l'ensemble des prestations et leurs modes d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif, l'entreprise devant l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages qui lui sont demandés.

2.2 Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (document annexe)

La Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (DPGF) comporte des quantités par type d'ouvrage selon un mode de métré défini et précisé dans chaque article.

Ces quantités sont données à titre indicatif.

L'entreprise en doit la vérification avant la remise de son offre.

Seules les descriptions et les localisations des ouvrages au sein de ce présent CCTP sont contractuelles.

L'entreprise doit remettre un prix global et forfaitaire pour l'ensemble des prestations décrites au CCTP en prenant en compte l'ensemble des dispositions sécuritaires, de phasage, d'hygiène et autres ... suivant documents joints au dossier de consultation des entreprises.

Pour faciliter le travail de chiffrage, un cadre quantitatif est joint à la consultation.

L'entreprise en doit la vérification et la validation.

Elle a toute latitude pour modifier les quantités à chaque article de ce document.

Le fait de répondre sur la base des quantités proposées (sans modification) vaudra tacite validation par l'entrepreneur de ces quantités.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à un quelconque recours sur les quantités, du fait qu'il en doit la vérification pendant la période de consultation.

Chaque article quantitatif comprend implicitement l'ensemble des sujétions d'exécution nécessaires à la réalisation complète de la prescription autant sur le plan technique que sur le plan quantitatif conformément aux plans.

2.3 Variantes ou Prestation Supplémentaires Éventuelles à l'initiative de l'acheteur

L'entrepreneur devra obligatoirement, sous peine d'irrégularité de l'offre, chiffrer les variantes supplémentaires ou alternatives éventuellement demandées au présent document.

2.4 Contenu du prix

Outre la réalisation des ouvrages proprement dits, le prix remis comprendra :

1 - Durant la phase études d'exécution et de préparation de chantier :

- Les plans de fabrication (PAC) et les plans de détails d'exécution des ouvrages
- Les mises au point techniques à partir des documents joints au dossier marché
- La coordination nécessaire avec les entreprises des différents corps d'état concernés
- La fourniture des matériaux constituant les ouvrages décrits

2 - Durant la phase Chantier :

- La fabrication en atelier
- Le transport de toute nature pour amenée à pied d'oeuvre
- Le stockage avec toutes protections nécessaires
- Les moyens de levage, la pose, le réglage et l'ajustage des ouvrages prescrits
- Les moyens d'accès pour permettre la réalisation des prestations demandées : échafaudages, nacelles, grues, pont roulant, etc.
- Le traçage et l'implantation des ouvrages
- Les trous, scellements et raccords
- La fourniture et la pose des systèmes de fixations de ses ouvrages adaptées aux supports
- Le remplacement ou l'entretien des éléments défectueux jusqu'à la réception de ces derniers
- La réalisation ou la fourniture de prototype et échantillons
- La fourniture, la mise en condition et le transport des ouvrages destinés à être soumis aux essais
- Les frais d'essais et de contrôle prescrits au présent document, ainsi que ceux demandés par le Maître d'Œuvre et le Contrôleur Technique dans le cadre des avis de chantier
- Etc. Liste non exhaustive

2.5 Études EXE et missions MOE

Les études et mission d'Exécution sont à la charge **des entreprises**

La mission confiée à la maîtrise d'oeuvre est une mission de base sans EXE :

- ESQ/DIAG, APS, APD, PRO, DCE, ACT, Synthèse des plans d'Exécution, DET, AOR.

Pour le détails des missions se référer au CCAP

2.6 Documents de référence

Les matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux documents normatifs : normes, lois, décrets, circulaires, etc. en vigueur.

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec l'ensemble des règles professionnelles applicables, et notamment :

- Documents Techniques Unifiés (DTU)
- Normes techniques
- Avis Techniques
- REEF
- Etc. Liste non exhaustive

Les matériaux utilisés seront conformes aux normes françaises et européennes applicables à ceux-ci, avec notamment :

- Matériau avec marquage NF et CE
- Titulaire d'un Procès Verbal d'essai en cours de validité
- Labels, classements et autres suivant typologie des ouvrages

Le marquage CE, étant de nature réglementaire et obligatoire pour les produits de construction, n'est pas systématiquement rappelé au sein du présent CCTP.

L'entrepreneur doit connaître tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

Il ne sera toléré aucune dérogation aux règles édictées, et le fait, par l'entrepreneur de ne pas s'y conformer strictement, entraînera le refus systématique par la Maîtrise d'œuvre des ouvrages non conformes. L'entrepreneur assumera l'ensemble des frais engendrés consécutifs à des prestations non conformes.

2.7 Documents à fournir par l'entreprise

Nota : La liste des documents ci dessous est non exhaustive

FORMAT DES DOCUMENTS :

La fourniture de l'ensemble des plans et schémas réalisés par l'entreprise, sera faite selon la charte graphique de l'architecte au format dwg.

DOE :

A l'achèvement des travaux, les entreprises devront établir leurs dossiers des ouvrages exécutés. Les dossiers comprendront à minima :

- Les plans complets de fabrication et d'exécution des ouvrages mis à jour "conformes à l'exécution".
- La documentation technique des matériaux, leurs consignes d'entretien.
- La copie des certificats de garantie et d'agréments émis par des organismes habilités.
- L'ensemble des Procès-verbaux des ouvrages exécutés

DIUO :

Les entreprises devront remettre un dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) au coordinateur SPS, constitué en cours d'exécution et à transmettre à la réception des travaux et comprenant :

- Carnet de maintenance et entretien de tous les équipements techniques et appareillages électrique et sanitaire mis en œuvre par les entreprises dans le cadre des présents travaux et demandes complémentaires
- Entretien et nettoyage des diverses parois internes (sol, mur, plafond), mobilier, externe (sol amortissant, jeux enfants,...)
- L'accès aux ouvrages, le nettoyage et l'entretien des ouvrages (vitrage, façades, toitures, plénum,...)

2.8 Limites de responsabilité

Le présent document précise uniquement les objectifs techniques et architecturaux à atteindre.

Pour ce qui concerne les ouvrages de support (platinas de fixations, fixations, chevilles, etc.), les dimensions éventuelles données au sein du présent document restent à titre indicatif et devront être validées par l'entreprise dans le cadre de son offre.

En aucun cas, la responsabilité de l'économiste ne pourra être engagée pour ce qui concerne le dimensionnement des éléments de fixations et d'ordre structurel, dans le sens où l'entrepreneur, de par sa spécialité, doit fournir les notes de calculs et justifications nécessaires pour validation par le bureau de contrôle avant tout démarrage de ses prestations.

Dans le cas où l'entreprise modifie la définition des dits ouvrages de support, elle devra le faire au sein d'une annexe et la joindre à son offre.

Faute de quoi, l'entreprise accepte sans réserves les prestations demandées.

3 Caractéristiques du site

3.1 **Classement zones de neige, vent, sismicité**

- Le chantier est situé au 5 place Georges Clémenceau à Roanne (42300)
- Zone de sismicité : 12
- Vent : zone 2
- Neige : zone A2, altitude de 280.40 NGF

3.2 **Classements du bâtiment vis-à-vis de la réglementation incendie**

Le Palais de Justice est un établissement recevant du public de 3 ème catégorie de type W avec des activités de type L.

3.3 **Connaissance des lieux**

Nota : L'ensemble des entreprises répondant à l'appel d'offre sont réputées avoir visité l'ensemble des locaux. Ces visites sont soumises à différents créneaux proposés lors de la mise en ligne de l'appel d'offre. Lors de cette visite un certificat de visite sera remis, celui ci est à joindre lors du dépôt de la proposition.

Les entrepreneurs sont réputés avoir effectué une visite du site, afin de se rendre compte de visu de la nature exacte des lieux et de prévoir dans leur prix toutes les incidences financières particulières découlant d'une exécution de travaux dans le cadre du présent projet.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux, sites, limites et terrains d'implantation des ouvrages, non plus que tous les éléments locaux, tels que : nature des sols, moyens d'accès, conditions climatiques, manques d'informations et sujétions diverses en relation avec l'exécution de ses travaux.

En aucun cas les entreprises ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à leurs obligations, ou réclamer des suppléments de prix.

3.4 **Règles de construction parasismique**

L'ensemble des ouvrages devront être dimensionnés et mis en œuvre suivant les règles de construction parasismique en vigueur. Ces règles s'appliquent pour l'ensemble des ouvrages (Clos couvert et second œuvre)

3.5 **Vérifications des cotes portées aux plans**

L'entrepreneur est tenu de vérifier, avant toute exécution, les cotes portées sur les plans qui lui sont remis.

Il devra immédiatement signaler au Maître d'œuvre les erreurs qu'il constaterait, et proposer les adaptations permettant de réaliser l'ouvrage.

3.6 **Vérifications des cotes de l'existant**

Préalablement à la finalisation des plans PAC et avant les mises en fabrication, les entrepreneurs sont tenus de vérifier précisément les cotes des ouvrages existants conservés après les opérations de curage et nettoyage.

3.7 **Nota relatif au Phasage des travaux**

Nota : L'ensemble des plans de phasage sont joints à la présente consultation en annexe

L'avancement des travaux est soumis à un phasage précis et défini en amont du projet. L'entreprise titulaire du présent lot devra prendre en compte ce phasage (voir annexe à la consultation) et l'intégrer dans sa proposition. Toutes optimisations de phasages pourront être discutées lors de la phase de préparation de chantier. Lors de la phase consultation l'entreprise pourra transmettre ses remarques dans le mémoire technique lié à la proposition

3.8 **RAPPEL : Notice acoustique**

Une notice technique acoustique a été établie par le bureaux d'étude acoustique ACOUSPHERE. L'ensemble des ouvrages réalisés pour l'opération devra respecter les prescriptions de ces documents.

Aussi, en cas de contradiction avec les CCTP, cette notice technique prévaut sur ceux-ci.

Certaines prestations décrites au sein de ces documents ne sont pas reprises quantitativement au sein de la DPGF, les entreprises doivent les incorporer dans leurs prix unitaires.

4 Qualité des matériaux et fournitures

4.1 **Marques, documents, prototypes et échantillons**

a) MARQUES & REFERENCES :

Les marques et références des matériaux éventuellement citées au sein du présent document sont données à titre d'exemple et ont pour objet d'illustrer les niveaux de caractéristiques techniques, qualitatives et esthétiques minimales recherchées.

Les marques citées ne constituent en aucun cas une obligation.

Pour autant, certaines marques peuvent être imposées par soucis d'uniformité de matériaux pour l'entretien, ou l'exploitation.

Dans ce cas, les articles prescriptifs le précisent.

Dans le cas d'un silence du CCTP sur la marque et la référence d'une fourniture, la marque et la référence choisies par l'entrepreneur devront apparaître dans son offre, afin que le Maître d'Ouvrage puisse en apprécier les qualités.

b) PROPOSITION de la part de l'entreprise :

L'entreprise devra préciser les marques et références des matériaux, qu'elle retient, au sein du CCTP, dans l'espace réservé à cet objet dans chaque article.

Si l'entreprise choisit de retenir une autre marque et référence de matériau, elle devra obligatoirement joindre à son offre la fiche technique de ce matériau pour validation.

Dans le cas où l'entreprise ne spécifie rien dans la case réservée à cet objet au sein du CCTP, cela signifiera que l'entreprise a répondu avec le produit cité en exemple.

c) ECHANTILLONS & PROTOTYPES :

Dans le cas courant de matériaux industrialisés, l'entreprise devra fournir une gamme d'échantillons au Maître d'Œuvre, pour permettre le choix définitif, et ce avant toute commande.

L'entreprise devra également fournir les procès verbaux, certificats d'essais, documents techniques Atec du fabricant, etc. afférents à ces matériaux, dans le même temps, pour validation par le Bureau de Contrôle.

Dans le cas particulier d'ouvrages nécessitant une fabrication, un assemblage, un montage particulier ou autres, le Maître d'Œuvre demandera la réalisation d'un ou plusieurs prototypes avec leurs poses en place réelle, pour validation par le Maître d'Œuvre et le bureau de contrôle avant toute mise en fabrication définitive.

Le coût de fabrication et de pose de ces prototypes est implicitement inclus à l'offre de l'entreprise.

Une commande ou une mise en fabrication préalable à la validation écrite des matériaux, par la Maitrise d'Œuvre et le Bureau de contrôle, ne pourra être facturée au Maître d'Ouvrage, et restera à charge de l'entreprise.

4.2

Certificats, contrôle et essais des matériaux, échantillons

Les certificats de classement au feu, d'hydrofugation, de traitement des bois, de protection des métaux, sont à fournir par les entrepreneurs.

Chaque entrepreneur est tenu de produire les justifications de provenance et de qualité des matériaux, et de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés.

L'étiquetage sanitaire des produits pour les revêtements de mur et de sol, peinture et vernis devra être conforme à l'arrêté du 19 avril 2011 relatif au décret n° 2011-321.

Les bois traités sont certifiés CTB-B+ ou les produits de traitement sont certifiés CTB-P+ ou équivalent.

La durabilité naturelle ou conférée du bois est adapté à la classe d'emploi.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de se faire présenter dans les usines, magasins, ateliers de l'entrepreneur, les matières premières destinées au chantier, ceci avant ou après usinage, pour les opérations de vérification et d'essais.

Ces contrôles, qui sont à la charge de l'entrepreneur, se rapporteront notamment aux :

- Essais sur éprouvettes de béton
- Essais d'étanchéité à l'air, l'eau et au vent
- Essais de fonctionnement des installations techniques
- Mesures d'isolation acoustique

Pour les installations techniques, l'autocontrôle par les entrepreneurs devra satisfaire aux instructions AQC.

La fourniture des fluides, combustibles, courant électrique, utiles aux essais et aux vérifications est à la charge de l'entrepreneur concerné par les opérations de contrôle qui devra par ailleurs fournir le matériel d'essai nécessaire et mettre à disposition la main d'œuvre affectée aux vérifications.

Tant en cours de chantier qu'à l'achèvement des travaux, il sera procédé, en présence du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle, à des essais et vérifications conformément aux impositions des documents contractuels et des textes réglementaires en vigueur (DTU, documents AQC, documents techniques Atec du fabricant, etc.).

Chaque entrepreneur devra obligatoirement déposer dans le local prévu à cet effet, sur le chantier, les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de son marché, dans un délai de 20 jours à partir de la remise par le Maître d'œuvre du listing.

Il fournira, sur les pièces ainsi déposées, tous les renseignements qui lui seront demandés par le Maître d'œuvre ou le Maître de l'ouvrage, dans un délai maximum de 3 jours.

Les échantillons feront l'objet d'un inventaire détaillé comprenant les références numéros de série ou de type, couleur, description sommaire.

La liste des matériaux ou matériels sera adressée en quatre exemplaires au Maître d'œuvre, qui donnera ou refusera son accord en fonction du devis descriptif.

Les échantillons fournis concerneront les matériaux de parement, de revêtements de sols, d'équipement, les matériels ou quincaillerie des menuiseries, des serrureries, de la plomberie, du chauffage, les matériaux ou produits manufacturés, les fournitures spéciales, etc.

Cette liste n'est pas limitative.

4.3 Garantie du matériel

Le matériel mis en place sera garanti un an (pièces et main d'œuvre).

Les entreprises retenues assureront pendant l'année de garantie et ce gratuitement, l'entretien et la maintenance du matériel mis en place.

Le contrat d'entretien, si l'entreprise titulaire en est déclarée adjudicataire, ne prendra effet qu'à la fin de la période du parfait achèvement. Toutes les interventions de maintenance demandées par l'utilisateur devront se faire dans les 24 heures, et en tout état de cause ne jamais empêcher la mise en fonctionnement de l'établissement.

En cas de défaillance d'une entreprise, des dispositions assimilables à celles applicables aux marchés publics de travaux seraient exercées.

5 Installation et Organisation du Chantier

5.1 Installation de chantier et de stockage des matériaux

Les imputations aux entreprises des dispositions relatives à l'installation de chantier sont définies au sein du CCAP, des notices d'organisation de chantier, du tableau des dépenses communes, ainsi que du PGCSPP joints à la consultation.

Certaines dispositions ne sont pas reprises quantitativement au sein de la DPGF. L'entreprise doit les incorporer dans ses prix unitaires.

Si l'Entreprise ne réalise pas les prestations décrites au sein du CCAP, des notices d'organisation de chantier, du tableau des dépenses communes ou du PGCSPP, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer les règles du CCAG 2021 par application des frais et risques à la charge de l'entreprise. Les éventuels travaux de réfection de mal façons seront donc directement imputés à l'entreprise

Un plan d'installation de chantier est joint à la consultation.

Les plans définitifs d'installation de chantier et de stockage des matériaux, à la charge des entreprises, devront être soumis à l'acceptation :

- du Maître d'Œuvre, de l'OPC et du SPS

- du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, sur avis favorable du Maître d'Ouvre

L'entreprise prendra également connaissance des espaces alloués par la Maîtrise d'Ouvrage pour les installations de chantier et les zones de stockage correspondantes -> Voir Plan d'installation de chantier

5.2 Occupation de la voie publique

L'occupation de voirie et l'immobilisation des places de stationnement pour la zone de chantier sont définies sur le plan d'installation de chantier joint à la consultation.

Les besoins exceptionnels situés en dehors de la zone définie sur le plan d'installation de chantier, feront l'objet d'une demande spécifique aux services compétents.

5.3 Organisation de chantier

L'organisation du chantier est décrite au sein du P.G.C.S.P.S. établi par le Coordonnateur d'hygiène et sécurité.

L'entreprise doit prendre connaissance de ce document dans son intégralité.

Les dispositions énoncées au sein de ce document ne sont pas quantifiées au sein des CCTP & DPGF.

L'entreprise devra donc intégrer dans ses prix unitaires, l'ensemble des prestations d'organisation, de sécurité ou de gardiennage lui incombant, ainsi que la gestion du compte prorata concernant les dépenses de consommations.

L'entrepreneur devra tenir compte des contraintes organisationnelles et techniques liées au fait que les travaux seront réalisés sur un site partiellement occupé.

Les travaux devront occasionner un minimum de gêne et ne devront pas perturber la circulation des véhicules ainsi que l'utilisation du bâtiment par les usagers

Les cheminements des issues de secours des locaux en service ne seront en aucun cas encombrés par du matériel pendant la durée des travaux.

5.4 **Sécurité du chantier**

La fermeture du chantier est sous la responsabilité des entreprises .

Si des dégradations ou des vols survenaient, dans les zones chantiers ou les zones existantes conservées en l'état, suite à des négligences des entreprises vis à vis de la sécurité, l'ensemble des incidences financières sera imputé aux entreprises responsables. (ou compte prorata si les responsabilités ne sont pas précisément établies)

L'entrepreneur devra tenir compte des sujétions afférentes à l'accès au chantier.

Les ouvriers devront obligatoirement porter une combinaison spécifique à l'entreprise, ou à défaut un badge numéroté avec mention du nom de l'entreprise.

5.5 **Surveillance du chantier**

Une surveillance du chantier sera mis en place pendant la durée des travaux. Celle ci sera intégrée dans l'installation de chantier du projet

5.6 **Protection des ouvrages**

Chaque entrepreneur doit la protection de ses ouvrages et de ses équipements, afin d'assurer leur conservation à l'état neuf jusqu'à la réception des ouvrages.

La dépose de la protection sera réalisée par l'entreprise qui en a effectué la mise en place.

5.7 **Réception des supports**

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir.

L'entrepreneur devra faire toutes les observations et remarques en temps utile, faute de quoi, celui-ci restera le seul responsable de tous désordres et inconvénients ultérieurs.

Aucune réserve ne sera admise, ni aucune réclamation ne sera prise en considération après le démarrage des prestations sans réserve préalable.

Le début d'intervention de l'entreprise implique tacitement une réception "sans réserves" des supports concernés.

5.8 **Échafaudage et moyens de levage**

Tout appareil de levage, fixe ou mobile, avant d'être utilisé sur le chantier, est vérifié par un organisme agréé. Le rapport de vérification est transmis obligatoirement au coordonnateur S.P.S.

Chaque entrepreneur doit, dans le cadre de son prix global et forfaitaire, prévoir tous les échafaudages nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris double transport, montage, location, dépose.

De la même façon, sont compris dans le prix global et forfaitaire, tous les moyens de levage nécessaires à ses travaux.

Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les sujétions qui y sont liées.

Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du maître d'œuvre et OPC, préalablement avant toute intervention, pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution de la structure.

5.9 **Réservations et percements**

Les entrepreneurs devront remettre au titulaire du lot Gros-œuvre, pendant la période de préparation de chantier, des plans cotés sur lesquels apparaîtront l'implantation et les dimensions des réservations et des percements nécessaires aux travaux de leur corps d'état.

Ces plans indiqueront également l'encombrement des canalisations, des gaines, des conduits, des profils et des pièces, qui occuperont les emplacements réservés.

Le jeu à prévoir à la périphérie des pénétrations pour le scellement et le calfeutrement ne devra pas excéder 5 cm.

Ces plans seront également remis au Maître d'œuvre pour VISA et validation

LES RESERVATIONS ET LES PERCEMENTS SONT SOUMIS AUX DISPOSITIONS SUIVANTES :

Dans les ouvrages neufs en béton armé ou non armé :

- Réservations à la charge de l'entreprise titulaire du lot Gros-œuvre quand l'une des dimensions est supérieure à 20 cm
- Les réservations sont réalisées par le titulaire du lot Gros-œuvre à partir des indications précises fournies par les entreprises demandeuses (cotes, axes, altimétrie, etc...)

- Percements à la charge de chaque corps d'état concerné quand aucune des dimensions n'est supérieure à 20 cm, sous réserve d'avoir obtenu un accord du titulaire de l'entreprise titulaire du lot Gros-œuvre sur la localisation des forages

Dans les cloisons légères neuves :

- Percements à la charge de chaque corps d'état concerné en maintenant la stabilité et l'intégrité de l'ouvrage compris tous les rebouchements nécessaires
- L'accord préalable du titulaire du lot concerné devra être demandé.

Chaque entrepreneur restera responsable des oublis ou erreurs qu'il aurait pu commettre en ce qui concerne les réservations.

Si ces oublis ou erreurs sont le fait des entreprises utilisatrices, les percements et adaptations qui en découleraient seront facturés directement aux corps d'état défaillants par l'entreprise chargée des percements.

Tout passage non réservé au coulage des bétons sera obtenu par carottage au diamant exécuté par le titulaire du lot Gros-oeuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les percements seront exécutés par carottage, l'emploi du marteau piqueur sera formellement interdit afin de ne pas compromettre la bonne suite des travaux ou entraîner des désordres et des malfaçons.

5.10

Scellements, garnissages et calfeutrements

Chaque entrepreneur doit la pose, le réglage et le scellement de ces ouvrages. Les scellements devront permettre l'exécution des raccords de finition sans repiquage préalable.

L'exécution des garnissages et calfeutrements incombe :

- Au titulaire du lot Gros-oeuvre, avec restitution du degré coupe-feu de la paroi quand l'une des dimensions de la réservation ou du trou est supérieure à 20 cm
- Au titulaire du corps d'état, quand l'une des dimensions de la réservation ou du trou est inférieure à 20 cm
- Dans les autres cas au corps d'état utilisateur

5.11

Incorporations d'éléments

La fourniture des éléments divers à incorporer dans les bétons, dans les bétons armés et dans les maçonneries, tels que conduits, gaines, tubes, fourreaux, boîtes d'encastrement, douilles, noquets, rails, pattes, incombe aux entreprises utilisatrices de ces éléments, qui en assureront également la mise en place.

Tout encastrement d'élément devra être indiqué au stade de l'établissement des plans de coffrage.

Tout passage d'une canalisation ou d'une gaine au travers d'un plancher, d'un mur, d'une cloison, d'un faux plafond en plaques de plâtre, s'effectuera sous fourreau.

6

Attestations d'essais de fonctionnement AQC

L'entrepreneur devra procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations.

Ces essais seront à réaliser par les soins de l'entrepreneur et sous sa responsabilité, et il aura à sa charge tous les frais de contrôles et d'essais, la mise à disposition des charges nécessaires ainsi que la mise à disposition du personnel qualifié.

L'ensemble des attestations d'essais de fonctionnement AQC devront être remis à la maîtrise d'oeuvre et bureau de contrôle.

7

Échantillons - Prototypes

7.1

Échantillons

L'entrepreneur devra soumettre des échantillons de tous les matériaux et finitions et produits entrant dans la conception et la mise en oeuvre des prestations faisant partie de son lot.

Ils comprennent :

- Les échantillons de l'ensemble des prestations, à l'aspect, à la couleur, à la texture et autres caractéristiques de chaque finition requise
- Les échantillons de la totalité de la quincaillerie
- Les tôles façonnées comportant finition et leur ossature de support, les trappes munies de tous leurs accessoires et comportant les finitions, les portes correspondantes aux différents types de programme
- État de finition
- Détails de fixations

Ces échantillons seront livrés dans leur aspect final après enlèvement des protections. Les échantillons seront de grandeur nature.

Les échantillons seront soumis à acceptation avant toute commande ou mise en fabrication sous peine de refus.

7.2

Réalisation de prototype

L'entrepreneur devra la réalisation d'un prototype avant le démarrage des travaux pour :

- Approbation et validation du système par le Bureau de Contrôle. Les performances d'étanchéité à l'air et à l'eau seront contrôlées sur prototype suivant des essais conformes à la norme.
- Permettre de juger de l'aspect et de la qualité des ouvrages et, éventuellement d'exiger les améliorations ou modifications de détails qui lui apparaîtraient nécessaires,

Au cas où ces prototypes ne satisfont pas aux critères de qualité d'ensemble, le titulaire du présent lot sera de fournir d'exécuter de nouveaux prototypes sur simple demande.
Les prototypes agréés constitueront la référence en matière de conformité et d'esthétique, quand au principe de fixation et à la qualité de la finition de l'ouvrage.
Aucune mise en fabrication ne sera tolérée avant acceptation écrite du prototype par l'Architecte et le Bureau de Contrôle.

8 Nettoyage de chantier

8.1 Nettoyage de chantier et évacuation des gravois

Chaque entreprise de chaque lot devra assurer avec le plus grand soin le nettoyage quotidien des locaux ou zones qu'elle occupe, au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux, ainsi que l'enlèvement et l'évacuation de ses gravois, emballages, etc. à toute distance, compris frais de décharges.

Elles doivent également l'enlèvement des protections de leurs ouvrages après accord de la Maîtrise d'Oeuvre.

L'entrepreneur tiendra compte dans ses prix des nettoyages successifs après exécution de ses ouvrages.

Il ne pourra prétendre à quelque plus-value que ce soit pour ces travaux de nettoyage.

Dans le cas de chantier trop sale, ou si les nettoyages se révélaient inexistantes ou insuffisants, le Maître d'œuvre, l'OPC ou le Coordonnateur SPS pourront faire intervenir, sur simple constatation, une société spécialisée dans le nettoyage.

Le coût de cette intervention sera directement imputé, selon les conditions énoncées en Cahier des Clauses Administratives Particulières, aux entreprises concernées (avec répartition en fonction d'un degré de responsabilité) ou sera imputé au compte prorata.

8.2 Gestion des déchets de chantier

Chaque entreprise aura à sa charge la gestion, le tri et l'élimination de ses déchets d'emballages et de chantier, conformément aux textes réglementaires applicables en matière de gestion des déchets, ainsi qu'aux règlements sanitaires départemental et régional et aux engagements figurant dans son offre.

Les entreprises s'acquitteront de leur obligation aux prescriptions relatives au tri en déposant leurs déchets pré-triés dans des bennes mises en place par leur soin et à leur charge.

C'est le producteur ou le détenteur des déchets qui reste responsable de leur élimination.

Les déchets doivent être valorisés ou orientés vers un centre de stockage spécifique, en fonction de leur nature :

- Classe 1 : Dangereux
- Classe 2 : industriels banals
- Classe 3 : inertes

Seuls les déchets ultimes peuvent être mis en décharge.

L'entreprise devra donc prendre en charge les démarches nécessaires (bordereau) sur le suivi des déchets et intégrer à son offre l'ensemble des frais en découlant.

Le tri, la gestion et l'élimination des déchets restent sous son entière responsabilité.

Il est rappelé à tous les intervenants que l'abandon, le brûlage, les mélanges de déchets dangereux avec d'autres déchets et les rejets dans les réseaux d'assainissement sont interdits. Les mélanges de différents déchets sont proscrits.

8.3 Nettoyage de réception

Dans le cadre de l'opération, **un nettoyage de réception est prévu au lot 4 Plâtrerie peinture**

Ce lot a uniquement en charge le nettoyage final en fin de chantier avant la mise en service des locaux.

Cela ne dispense en aucun cas les autres lots du nettoyage des locaux qu'ils occupent pour la réalisation des prestations qui leurs sont demandées.

Fait à _____

le _____

Bon pour accord, signature, Maître d'Ouvrage

Signature et cachet de l'Entrepreneur